

### Front Populaire ou Front Populiste? Les communistes français, le peuple et les colonies

Nadi, Selim

Veröffentlichungsversion / Published Version  
Zeitschriftenartikel / journal article

#### Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Nadi, S. (2017). Front Populaire ou Front Populiste? Les communistes français, le peuple et les colonies. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 17(4), 561-574. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56158-8>

#### Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:  
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

#### Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:  
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

# Front Populaire ou Front Populiste ?

## Les communistes français, le peuple et les colonies

SELIM NADI

(Sciences Po Paris/Universität Bielefeld)

En 1976, le célèbre théoricien britannique de la culture Raymond Williams publiait *Keywords*, une sorte d'enquête dans le vocabulaire utilisé dans la vie de tous les jours lorsqu'il s'agit de parler de la culture et de la société. Bien que Williams n'accorde pas d'entrée distincte au terme « Populisme », il discute des définitions de celui-ci dans l'entrée consacrée au terme « Populaire ». Il écrit ainsi que les rapports entre populisme et socialisme ont souvent été complexes. Selon Williams, l'idée de représenter les intérêts et valeurs populaires est présente dans le populisme mais est souvent écrasée soit par :

« (a) La critique de droite de ceci, comme dans la *démagogie*, qui est passé de 'guider le peuple' à de la 'simple et sommaire agitation' ou (b) la critique de gauche de mouvements de droite ou fascistes qui exploite les 'préjugés populaires', ou de mouvements de gauche qui subordonne les idées socialistes à des hypothèses et des pratiques populaires (populistes)»<sup>1</sup>.

Ici, c'est ce dernier point qui nous intéressera – la subordination d'idées socialistes, ou plus généralement « de gauche », à des tendances populistes. Un moment historique a représenté – du moins pour l'histoire de France – un tournant significatif de ce point de vue : le Front Populaire. En effet, il semble que le moment du Front Populaire a représenté un tournant quant à la conceptualisation du « peuple » dans tout un pan de la gauche française, et notamment dans le Parti Communiste Français (PCF). Plus particulièrement, il apparaît qu'il est possible d'interroger l'évolution du concept de « peuple » dans toute une partie de la gauche française avec le Front Populaire, afin de mettre la lumière sur la manière dont cela a pu affecter son rapport à la question coloniale et à l'anticolonialisme. S'interroger sur le peuple nécessite, en effet, de se questionner sur qui n'est pas inclus dans ce peuple ce qui, dans un Empire tel que la France de l'entre-deux guerres, nous entraîne nécessairement à nous questionner sur la place qu'occupait, pour reprendre le concept forgé par Sadri

---

<sup>1</sup> Raymond Williams, *Keywords. A Vocabulary of Culture and Society*, Fontana Press, London, 1988, p. 238.

Khiari, le « tiers-peuple<sup>2</sup> » dans la théorie et la stratégie des communistes français. Selon Khiari, se revendiquer d'un peuple c'est :

« établir le groupe auquel on appartient dans la société et affirmer son rapport privilégié à l'État ou, pour être plus précis, à l'État-Nation »<sup>3</sup>.

Cette évolution conceptuelle du « peuple » par le PCF durant le Front Populaire interroge donc, plus largement, le rapport des communistes français à l'État-Nation français ainsi qu'à ses colonies. Cette période a vu – pour reprendre les termes de l'historien René Gallissot – une nouvelle « adoption théorique du terme de peuple<sup>4</sup> » et, de fait, la constitution d'un tiers-peuple dans la théorie et la stratégie des communistes français. Pour aller plus loin, on pourrait s'aventurer à affirmer que c'est par le Front Populaire que la direction du PCF a, progressivement, glissé vers une politique de ce que Lénine nommait, en 1915, le social-chauvinisme. Bien que Lénine utilisait ce terme dans le contexte du vote des crédits de la Première Guerre mondiale par les socialistes, son propos semble tout de même faire écho au rapport des communistes français au colonialisme, et aux luttes de libération nationale :

« Par social-chauvinisme nous entendons la reconnaissance de l'idée de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste actuelle, la justification de l'alliance des socialistes avec la bourgeoisie et les gouvernements de 'leurs' pays respectifs dans cette guerre, le refus de préconiser et de soutenir les actions révolutionnaires prolétariennes contre 'leur' bourgeoisie, etc. Il est tout à fait évident que le contenu idéologique et politique essentiel du social-chauvinisme concorde entièrement avec les principes de l'opportunisme. C'est un seul et même courant. L'opportunisme, placé dans le cadre de la guerre de 1914-1915, engendre le social-chauvinisme. Le principal, dans l'opportunisme, c'est l'idée de la collaboration des classes. La guerre pousse cette idée à son terme logique en adjoignant à ses facteurs et stimulants coutumiers toute une série de facteurs et stimulants exceptionnels, en obligeant, au moyen de menaces et de violences particulières, la masse amorphe et divisée à collaborer avec la bourgeoisie : cela élargit naturellement le cercle des partisans de l'opportunisme et explique pleinement le passage à ce camp de bien des radicaux d'hier »<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Sadri Khiari, « Le peuple et le tiers-peuple », dans Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, George Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, La Fabrique Éditions, Paris, 2013, pp. 117-135.

<sup>3</sup> *Ibidem*, pp. 115-117.

<sup>4</sup> René Gallissot, « Les fractures du marxisme », dans Alexandre Adler, Wladimir Andreff, Christine Buci-Glucksmann, René Gallissot, Daniel Hemery, Moshe Lewin, Lily Marcou, Sami Naïr, Emmanuel Terray, Jean-Marie Vincent, *Les aventures du marxisme*, Syros, Paris, 1984, p. 29.

<sup>5</sup> Lénine, *La faillite de la IIe Internationale*, archives internet marxistes, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500.htm> (consulté le 5 janvier 2018).

Dans une recension<sup>6</sup> du livre de Romain Ducoulombier *Camarades! La naissance du parti communiste français*, Ian Birchall écrit que l'historiographie sur le PCF peut principalement se classer en deux catégories : les travaux pro-PCF, entendant démontrer qu'il s'agit là de l'héritier direct des traditions révolutionnaires de 1789 et 1917, d'une part ; les travaux anticomunistes d'autre part, cherchant à démontrer à quel point le PCF s'inscrit dans la continuité d'une sorte de « despotisme asiatique ». Birchall, lui, pointe une autre approche du PCF : appréhender celui-ci dans son évolution, de ses origines révolutionnaires à son tournant non-révolutionnaire. C'est précisément cette dernière approche qui nous anime dans notre étude du rapport du PCF au « peuple français » et à la manière dont cela a transformé son approche de la question coloniale. Bien qu'il existe des travaux sur le PCF et la question coloniale dans l'entre-deux guerres, la majorité des analyses s'intéressent au PCF pendant la Révolution algérienne (1954-1962), pointant notamment le vote de celui-ci des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet (1956) qui ont accentué la répression en Algérie. Pourtant, le rapport du PCF à la question coloniale après la Seconde Guerre mondiale, et sa défense de l'Union Française, sont assez largement déterminés par leur rapport à la question du peuple – en tant que lien entre le Parti et la Nation.

### *Peuple français et défense nationale : de la SFIO au PCF*

Comme d'autres partis socialistes en Europe, la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) s'est divisée sur la question du vote en faveur des crédits pour la Première Guerre Mondiale. Cette guerre est un point de départ important pour saisir certaines mutations de la gauche entre 1918 et 1934 – date de la mise en place de la stratégie du Front Populaire. Pendant la guerre, le socialiste Albert Thomas était ministre de l'armement (jusqu'en 1917) et a, notamment, mis en place des baisses de salaire dans l'industrie tout en coordonnant, bien évidemment, le soutien à l'effort de guerre. La Première Guerre mondiale a ainsi participé à accentuer les contradictions sociales en France. Ces changements sociaux ont, notamment, vu l'émergence accélérée d'un syndicalisme d'alliance de classes qui a, progressivement, pris le pas sur le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre (qui n'a pas disparu pour autant). Ce syndicalisme d'alliance de classe a, comme on peut s'en douter, joué un rôle assez important dans la défense nationale pendant la guerre. Bien évidemment, les deux Révolutions de 1917 en Russie ont également joué un rôle dans la

---

<sup>6</sup> Ian Birchall, « *Camarades! La naissance du parti communiste en France*, Romain Ducoulombier, Paris : Perrin, 2010 », *Historical Materialism*, vol. 21, no. 3, 2013, pp. 178-188.

division au sein même de la SFIO. D'une manière générale, le mouvement ouvrier français a soutenu la Révolution de Février mais il y a eu des débats plus intenses concernant la Révolution d'Octobre pour plusieurs raisons – la principale étant sans doute qu'une large partie de la direction de la SFIO reprochait à la Révolution d'Octobre d'affaiblir les alliés dans la guerre. La politique de la SFIO pendant la Première Guerre mondiale pourrait être résumée par un discours d'Albert Thomas, du 28 Octobre 1917, lors duquel il affirma que le Parti Socialiste devait à la fois être au plus proche de la classe ouvrière, tout en soutenant le gouvernement de guerre. Comme l'a écrit Robert Wohl :

« [I]a raison que les dirigeants socialistes et syndicaux donnaient pour justifier leur politique d'Union Sacrée [...] était qu'en aidant à gagner la guerre, la classe ouvrière gagnerait le droit de faire la paix et de reconstruire la France en suivant leur doctrine »<sup>7</sup>.

La fin de la guerre a été marquée par plusieurs développements importants au sein de la gauche française : de nombreuses grèves ont éclaté dans l'Hexagone, notamment en Juin 1919 puis en 1920, et ont été brisées par le gouvernement Millerand ; la gauche française a connu plusieurs échecs lors de diverses élections (notamment la SFIO lors des élections législatives en Novembre 1919), à quoi s'ajoutait la conjoncture révolutionnaire mondiale (Allemagne, Hongrie, ...). En Décembre 1920, toutes ces tensions ont abouti à la rupture entre la minorité de la SFIO qui rejetait les 21 conditions de la 3<sup>e</sup> Internationale, et la majorité (Section Française de l'Internationale Communiste – SFIC) qui allait, par la suite, devenir le PCF, qui acceptait celles-ci. Contrairement à une idée dominante, il est important de rappeler ici que la majorité, qui soutenait les Bolcheviks, n'était pas qu'une simple marionnette aux mains des révolutionnaires russes, bien au contraire. La réalité était tout autre puisque la vaste majorité des socialistes français n'étaient que très peu informés de ce qu'était le bolchévisme d'un point de vue théorique, mises à part certaines exceptions comme Alfred Rosmer, qui connaissait très bien les révolutionnaires russes. Comme l'écrit Robert Wohl :

« Le congrès de Tours s'est déroulé avant que les grandes lignes de l'idéologie bolchévique aient clairement émergé en Occident. [...] En 1920, le bolchévisme semblait aussi captivant qu'un livre que l'on n'avait pas encore ouvert. Peu de dirigeants de la classe ouvrière française avaient pris le temps d'étudier le bolchévisme »<sup>8</sup>.

René Gallissot insiste sur le fait que la bolchévisation du PCF s'est surtout faite après 1924 et était, en fait, surtout une stalinisation. Ce manque de

<sup>7</sup> Robert Wohl, *French Communism in the Making, 1914-1924*, Stanford University Press, Stanford, 1966, p. 117.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p. 202.

théorisation explique notamment les relatives lacunes existant quant à la question de l'impérialisme et du colonialisme – Claude Liauzu a exploré ce point en détails, montrant que la plupart des écrits sur cette question en France était le fait de bolcheviks non français comme Sen Katayama, M.N. Roy, Lénine, Trotsky ou encore Zinoviev.

*Le PCF face à la 8<sup>e</sup> condition d'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale :  
les premières années, le temps des « spécialistes »*

Néanmoins, il est vrai que la plupart des cadres de la Section Communiste française connaissaient les 21 conditions et notamment la 8<sup>e</sup> condition qui affirmait explicitement :

« Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la III<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de 'ses' impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux »<sup>9</sup>.

Néanmoins, dans son étude sur le PCF et la question coloniale, Jakob Moneta a démontré que, dès le début, les communistes français ont eu du mal à faire intégrer cette condition dans leurs propres rangs. Bien que la SFIC-PCF avait une rhétorique anticoloniale, ses membres étaient divisés sur la question. Dans le premier chapitre de son ouvrage *Aux origines des tiers-mondismes*, Claude Liauzu explique que :

« [d]ans les comptes rendus des débats préparatoires publiés par l'*Humanité*, le problème est presque entièrement ignoré. Il est marginal aussi dans les travaux du congrès, en dehors de l'intervention de Nguyen Ai Quoc »<sup>10</sup>.

De plus, dans son classique *Moscou sous Lénine*, Alfred Rosmer – qui avait participé au congrès de Bakou<sup>11</sup> avant de devenir membre du PCF – décrit

<sup>9</sup> « Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste », *Bulletin Communiste*, no. 38-39, 28 octobre 1920, p. 10.

<sup>10</sup> Claude Liauzu, *Aux origines des tiers-mondismes. Colonisés et anticolonialistes en France 1919-1939*, L'Harmattan, Paris, 1982, p. 14.

<sup>11</sup> Sur le congrès de Bakou, voir : *Le premier congrès des peuples de l'Orient, Bakou 1920*, Éditions La Brèche/Radar, Paris, 2017.

par exemple que le fort chauvinisme de figures fondatrices du PCF comme Cachin et Frossard ne faisait pas mystère au sein de l'Internationale Communiste :

« La séance allait commencer quand un petit homme, tout fluet, entra discrètement. Ivan, qui se trouvait près de moi, me dit : 'Boukharine ... c'est notre cristal'. Mon autre voisin, qui avait entendu sa remarque, se tourna vers moi, ajoutant pour la compléter : 'Dommage que vous n'étiez pas là quand votre Cachin et votre Frossard ont comparu devant le Comité central du Parti ; c'est Boukharine qui leur a rappelé leur chauvinisme, leur trahison du temps de guerre ; c'était bien émouvant ; Cachin pleurait' – Oh ! dis-je, il a la larme facile ; en 1918 il pleurait à Strasbourg devant Poincaré célébrant le retour de l'Alsace à la France »<sup>12</sup>.

Durant son 1<sup>er</sup> congrès à Marseille (25-30 Décembre 1921), le PCF était assez proche de l'Internationale Communiste sur la question du colonialisme, mobilisant le concept de « peuple » principalement pour parler des « peuples opprimés » des colonies, mais il s'agissait là principalement d'une posture rhétorique. L'idée principale mise en avant lors de ce congrès était que les communistes français devaient avoir une forte activité anticoloniale non seulement parce que les peuples des colonies étaient les victimes principales de l'expansion capitaliste, mais aussi parce que les peuples indigènes pouvaient être instrumentalisés par la bourgeoisie française dans ses guerres impérialistes et pouvaient être utilisés comme forces contre-révolutionnaires à l'avenir. Nous ne développerons pas ce point, il est toutefois important de rajouter que cette rhétorique anticoloniale était accompagnée d'un fort paternalisme – avec notamment l'idée (*Bulletin Communiste*, 14 Février 1922) que les indigènes étaient inaptes à se libérer par eux-mêmes car ils n'avaient aucun « passé révolutionnaire ». C'est notamment à cause de cette incapacité supposée que le PCF créa le « comité d'études coloniales ». Ainsi, durant ses premières années, la question coloniale au PCF était le fait de quelques individus et on ne peut pas vraiment dire qu'il y avait un consensus sur cette question au sein du parti. Néanmoins, une chose était sûre, le concept de « peuple » servait principalement à désigner les peuples des colonies. Le premier conflit qui éclata sur cette question dans le parti fut la déclaration de la section de Sidi Bel Abbès (Algérie) de 1922 qui déclarait être en opposition totale avec Moscou sur la question coloniale et qui affirmait que, si un soulèvement éclatait en Algérie avant qu'une révolution prolétarienne n'ait eu lieu en Europe alors le risque était grand de voir l'Algérie retomber dans le féodalisme. C'est cette attitude que Trotsky a qualifié de « point de vue purement esclavagiste »<sup>13</sup>. Dans son étude sur le communisme algérien, *We are no longer in France*, Allison Drew

<sup>12</sup> Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine I – 1920*, Maspero, Paris, 1970, pp. 56-57.

<sup>13</sup> Léon Trotsky, « Résolution sur la question française », 2 Décembre 1922, archives internet marxistes, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1922/12/lt19221202.htm> (consulté le 18 décembre 2017).

rappelle que la censure de la thèse de Sidi Bel Abbès choqua nombre des membres de la section :

« Maxime Guillon, auteur de la thèse de Sidi Bel Abbès et secrétaire du parti dans la région de Sidi Bel Abbès ainsi que des trois fédérations algériennes, démissionna immédiatement »<sup>14</sup>.

Néanmoins, il est important de noter que la plupart des cadres qui mèneront les révoltes anticoloniales après la Seconde Guerre mondiale ont été formés au PCF. Il y avait donc une certaine tension entre des attitudes comme celle de Sidi Bel Abbès d'une part et la formation de cadres anticoloniaux comme Hadj-Ali Abdelkader ou Nguyễn Ái Quốc (le futur Hồ Chí Minh), qui animaient le journal anticolonialiste *Le Paria* en métropole, d'autre part.

En suivant l'analyse de Liauzu, on pourrait qualifier ces premières années de temps des « spécialistes » de l'anticolonialisme. Il semble, en effet, que malgré ses origines révolutionnaires, le PCF n'a jamais réussi à mettre sur pieds un réel mouvement de masse anticolonialiste en métropole – la lutte contre le colonialisme étant, surtout, le fait de quelques individus qui avaient fait du soutien aux peuples colonisés leur cheval de bataille. La figure majeure de ces spécialistes était, bien évidemment, Nguyễn Ái Quốc, un jeune Vietnamien qui fit un discours remarquable lors du Congrès de Tours (l'un des rares focus sur le colonialisme lors de ce congrès fondateur) et qui devint plus connu par la suite sous le nom d'Ho Chi Minh. En 1922, Nguyễn Ái Quốc joua un rôle primordial dans l'édition du journal *Le Paria* – principalement animé par des indigènes – et qui fut à peu près la seule manifestation de l'Union Intercoloniale – qui regroupait à la fois des réformistes « assimilationnistes » et des révolutionnaires. Au-delà de la seule mobilisation politique, Liauzu s'est également intéressé – et à raison – aux productions théoriques et conceptuelles, montrant par là une méconnaissance des théories marxistes de l'impérialisme et du colonialisme par les communistes :

« La notion d'impérialisme n'apparaît dans aucun des rapports de la Commission coloniale des trois premiers congrès »<sup>15</sup> ; « Un dépouillement des principales revues des années vingt en fait ressortir la pauvreté »<sup>16</sup> ; « Le 'léninisme', qui devient de rigueur à partir de 1925 relève de la vulgate, dont le modèle le plus élaboré est *Le Communisme et les colonies* de Doriot. Le recensement des ouvrages et brochures concernant l'impérialisme et le problème colonial et l'analyse des *Cahiers du Bolchevisme* confirment la pauvreté de l'appareil conceptuel »<sup>17</sup>.

<sup>14</sup> Allison Drew, *We Are No Longer in France: Communists in Colonial Algeria*, Manchester University Press, Manchester, 2014, p. 34.

<sup>15</sup> Claude Liauzu, *Aux origines des tiers-mondismes...*cit., p. 46.

<sup>16</sup> *Ibidem*.

<sup>17</sup> *Ibidem*, p. 50.



La seule occasion lors de laquelle le PCF a utilisé la question coloniale afin de mobiliser assez massivement les ouvriers français a été l'opposition à la guerre du Rif (1924-25). Ce fut la première fois que l'anticolonialisme devint un argument de mobilisation des ouvriers français – les communistes français organisant même une grève générale d'une durée de 24h, le 12 octobre 1925, qui mobilisa 100.000 ouvriers contre la guerre au Maroc<sup>18</sup>. Le PCF appelait à la reconnaissance d'une république indépendante du Rif, à la fraternisation entre soldats français et riffsains et au retrait des troupes françaises du Maroc<sup>19</sup>. Cependant, comme l'explique Claude Liauzu dans son *Histoire de l'anticolonialisme en France*<sup>20</sup>, la mobilisation contre la guerre du Rif – notamment entre 1924 et 1926 – a totalement écrasé le mouvement nationaliste et syndical tunisien et les communistes n'ont pas réussi à mettre sur pied une réelle solidarité avec les travailleurs tunisiens. On peut cependant trouver une exception à cela à travers la figure d'un autre « spécialiste » de l'anticolonialisme au sein du PCF – qui n'est mentionné que brièvement dans le livre de Liauzu – Robert Louzon<sup>21</sup>, militant anarcho-syndicaliste qui soutint la mise sur pieds de la Confédération Générale des Travailleurs Tunisiens (CGTT) et qui finança le développement d'une presse communiste en arabe. Il décida de ne pas écarter la lutte du peuple tunisien et quitta le PCF en 1924, à une période où certains des militants historiques du parti en étaient exclus – comme Souvarine, Rosmer ou Monatte – des suites de la stalinisation progressive du parti. Un article entier serait nécessaire afin de développer la mobilisation remarquable du PCF contre la guerre du Rif mais il s'agit principalement de rappeler ici que dans les premières années du parti, les rapports de forces relatifs à la question coloniale n'étaient pas aussi simplistes. À cette époque des figures indigènes comme Hadj-Ali Abdelkader<sup>22</sup> étaient membres du PCF et participaient à l'anticolonialisme communiste. Hadj Ali – membre du comité central du parti puis de l'Étoile Nord-Africaine lors de sa création – enseignait dans la « section coloniale » de l'école du PCF à Bobigny. Il créa également la première association pour les ouvriers nord-africains en métropole. C'est lors

<sup>18</sup> Voir Edward Rice-Maximin, *Accommodation and Resistance: The French Left, Indochina, and the Cold War, 1944-1954*, Praeger Publishing, Westport, 1996, p. 3.

<sup>19</sup> Voir notamment Daniel Joly, *The French Communist Party and the Algerian War*, Palgrave Macmillan, London, 1991, p. 33.

<sup>20</sup> Claude Liauzu, *Histoire de l'anticolonialisme en France. Du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Pluriel, Paris, 2010.

<sup>21</sup> Sur Robert Louzon, on peut lire cet excellent article : Ian Birchall, « La gauche française et le colonialisme : 'Une honte' de Robert Louzon », *Contretemps*, <http://www.contretemps.eu/la-gauche-francaise-et-le-colonialisme-une-honte-de-robert-louzon/> (mis en ligne le 30 juillet 2011, consulté le 17 décembre 2017).

<sup>22</sup> Voir Selim Nadi, « Hadj-Ali Abdelkader : père du nationalisme révolutionnaire algérien », *Contretemps*, <http://www.contretemps.eu/hadj-ali-abdelkader-nationalisme-revolutionnaire-algerien/> (mis en ligne le 11 juillet 2017, consulté le 17 décembre 2017).

d'un meeting électoral du PCF, rue de la Réunion à Paris, en 1924, lors duquel Hadj-Ali Abdelkader a prit la parole, que ce dernier a rencontré un jeune ouvrier originaire de Tlemecen et qui allait, par la suite, jouer un rôle essentiel dans l'anticolonialisme algérien : Messali Hadj – souvent présenté, à tort, comme fondateur de l'Étoile Nord-Africaine. C'est Hadj-Ali Abdelkader qui forma Messali Hadj, en le poussant notamment à adhérer au PCF, et qui rédigea l'intervention de Messali lors du congrès de la Ligue internationale contre l'impérialisme qui s'est tenu en 1927 à Bruxelles<sup>23</sup>. C'était également l'époque de la fameuse stratégie « classe contre classe » (à partir de 1928), qui se caractérisait principalement par un refus de s'allier aux socialistes. Cette période était perçue comme une sorte de « crise finale du capitalisme ».

*Le tournant du Front populaire :  
les communistes français, le peuple et le « tiers-peuple »*

Mais c'est réellement avec Thorez — qui devint secrétaire général en 1931 — et avec le tournant du Front populaire, mis en place en 1934 par l'Internationale Communiste et qui a vu une coalition de gauche arriver au pouvoir en 1936, que le PCF prit un tournant dans son rapport avec le concept même de « peuple ». Concernant la question coloniale, l'une des idées phares était qu'avec le danger fasciste, la défense de la Nation était une priorité et que les luttes anticoloniales pouvaient donc être perçues comme des complices objectifs du fascisme. Comme l'a montré René Gallissot, cette défense « de gauche » de la Nation française s'est accompagnée d'une nouvelle centralité théorique donnée au concept de « peuple » qui servait désormais à désigner le « peuple français » — en tant que lien vital à la Nation française. Cette rhétorique nationaliste du PCF s'accompagnait donc d'une sorte d'ouvriérisme assez schématique. L'ennemi principal n'était donc plus le capitalisme ou l'impérialisme mais bien le fascisme, et le peuple français était hissé au rang de nouveau sujet politique. Comme l'écrit Claude Liauzu :

« L'antifascisme [...] par ses urgences et ses priorités politiques, impose les enjeux européens comme le tout auquel la partie — l'outre-mer — doit se soumettre. L'idéologie qui le cimente pose l'Europe en tutrice et modèle »<sup>24</sup>.

Cette évolution n'était, bien évidemment, pas une spécificité française — on trouve des évolutions similaires dans les Partis Communistes de Grande-Bretagne.

<sup>23</sup> Sur la Ligue contre l'impérialisme, voir Fredrik Petersson, *We Are Neither Visionaries Nor Utopian Dreamers*. Willi Münzenberg, *the League against Imperialism, and the Comintern, 1925-1933*, 2 vols, Queenston Press, Lewiston, 2013.

<sup>24</sup> Claude Liauzu, *Aux origines des tiers-mondismes...*cit., p. 225.

Dans *Racism, Class and the Racialized Outsider*, Satnam Virdee écrit qu'à partir du milieu des années 1930, en embrassant la stratégie du Front populaire, le Parti Communiste de Grande-Bretagne (CPGB) a nationalisé son message communiste :

« Le langage de la guerre de classes et de l'internationalisme prolétarien était subsumé à un discours émergeant qui traitait principalement de la 'nation britannique' et du 'peuple britannique' »<sup>25</sup>.

De la même manière, Elinor Taylor, dans son étude du roman britannique de la période du Front populaire, écrit que les débats autour des notions de « peuple » et de « nation » britanniques animaient les milieux littéraires de gauche, durant la seconde moitié des années 1930, en Grande-Bretagne<sup>26</sup>. On retrouve des problématiques similaires dans le Parti Communiste des États-Unis des années 1930, ce dernier soutenant le gouvernement Roosevelt avec le slogan « Le communisme est l'américanisme du XX<sup>e</sup> siècle » et délaissant, progressivement, la question noire. Comme l'écrit Loren Balhorn :

« [C]omme tous les partis communistes sous l'influence de Staline, le parti essaya de s'appuyer sur des traditions nationalistes et patriotiques, des drapeaux américains remplaçant ainsi les faucilles et les marteaux.

Et dans un pays aussi raciste que les États-Unis, il était impossible pour un parti de gauche de soutenir le gouvernement en place sans avoir à trahir ses propres principes »<sup>27</sup>.

Les questions stratégiques soulevées par le fascisme et l'impérialisme étaient par ailleurs, débattues dans nombre de cercles de la gauche marxisante. Ainsi, la grille de lecture que proposait Trotsky, en 1938, quant au nécessaire soutien à apporter aux luttes anticolonialistes, était tout autre que celle de la plupart des Partis Communistes :

« Admettons que dans une colonie française, l'Algérie, surgisse demain un soulèvement sous le drapeau de l'indépendance nationale et que le gouvernement italien, poussé par ses intérêts impérialistes, se dispose à envoyer des armes aux rebelles. Quelle devrait être en ce cas l'attitude des ouvriers italiens ? Je prends intentionnellement l'exemple d'un soulèvement contre un impérialisme démocratique et d'une intervention en faveur des rebelles de la part d'un impérialisme fasciste. Les ouvriers italiens doivent-ils s'opposer à l'envoi de bateaux chargés d'armes pour les

<sup>25</sup> Satnam Virdee, *Racism, Class and the Racialized Outsider*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2014, p. 96.

<sup>26</sup> Elinor Taylor, *The Popular Front Novel in Britain, 1934-1940*, Brill, Leyden, 2017.

<sup>27</sup> Voir notamment Loren Balhorn, « La politique antiraciste du Parti communiste des États-Unis dans les années 1930 », *Période*, <http://revueperiode.net/la-politique-antiraciste-du-parti-communiste-des-etats-unis-dans-les-annees-1930/> (mis en ligne le 2 Octobre 2014, consulté le 7 Décembre 2017).

Algériens ? Que quelque ultra-gauche ose répondre affirmativement à cette question ! Tout révolutionnaire, en commun avec les ouvriers italiens et les rebelles algériens, rejeterait avec indignation une telle réponse. Si même se déroulait alors dans l'Italie fasciste une grève générale des marins, en ce cas, les grévistes devraient faire une exception en faveur des navires qui vont apporter une aide aux esclaves coloniaux en rébellion ; sinon ils seraient de pitoyables trade-unionistes, et non des révolutionnaires prolétariens »<sup>28</sup>.

De la même manière, toujours en 1938, dans *Histoire des révoltes panafricaines*, C.L.R. James écrivait, à propos de la révolte d'esclaves de Saint-Domingue, qu'il importait peu de savoir si la France était une République ou une monarchie réactionnaire, si chacun des deux régimes entendait garder les esclaves enchaînés. Une réflexion faisant forcément écho à la situation internationale au moment où James écrivait son livre<sup>29</sup>.

Dans le cas français, le meilleur exemple de cette évolution théorique et stratégique est sans doute la une du journal *L'Humanité*, du 12 novembre 1935 : « Le soldat inconnu a retrouvé ses camarades ». Il est d'ailleurs assez parlant de constater que Benedict Anderson débute sa célèbre étude sur le nationalisme par le symbole que représente la figure du soldat inconnu :

« Il n'est pas d'emblèmes plus saisissants de la culture nationaliste moderne que les cénotaphes et les tombes du Soldat inconnu. Les cérémonies et les hommages dont on entoure publiquement ces monuments [...] n'ont pas de précédents dans les temps passés. [...] Si vides que soient ces tombes de restes de dépouilles mortelles ou d'âmes immortelles identifiables, elles n'en sont pas moins saturées d'un imaginaire spectral national »<sup>30</sup>.

Dans un entretien<sup>31</sup> pour la revue *Période*, l'historien René Gallissot a montré que la période du Front populaire a vu une certaine augmentation du recrutement au sein du PCF. Celui-ci se faisant principalement sur deux bases : la lutte antifasciste et un fort patriotisme républicain — ces deux aspects étant, bien évidemment, étroitement liés. Comme nous l'avons vu du présent texte, les espoirs que les colonisés avaient placés dans le Front populaire furent assez vite

<sup>28</sup> Léon Trotsky, « Il faut apprendre à penser. Conseil amical à l'adresse de certains ultra-gauches », écrit le 20 Mai 1938, initialement publié dans le 10<sup>e</sup> numéro de la revue *Quatrième Internationale* en juillet 1938, consultable à l'adresse suivante : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1938/05/lt19380520.htm> (consulté le 18 décembre 2017).

<sup>29</sup> Cyril Lionel Robert James, *Histoire des révoltes panafricaines*, Éditions Amsterdam, Paris, 2018.

<sup>30</sup> Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, Paris, 2002, p. 23.

<sup>31</sup> « Génération algérienne : entretien avec René Gallissot », *Période*, <http://revueperiode.net/generation-algerienne-entretien-avec-rene-gallissot/> (mis en ligne le 28 mars 2016, consulté le 7 décembre 2017).

décus. Le meilleur exemple de ces espoirs décus est sans doute symbolisé par la coalition vietnamienne entre stalinistes, trotskystes et gauchistes — autour du journal *La Lutte* — qui ne survécut pas longtemps avant d'imploser face aux débats autour de l'inefficacité du Front populaire sur la question coloniale. Il est vrai que dans le rapport de forces au sein de celui-ci, la SFIO avait plus de poids que le PCF ; mais il n'en reste pas moins que la lutte anticoloniale disparut quasiment de la politique communiste en France. Il est vrai qu'il existait quelques espaces mineurs d'anticolonialistes au sein du PCF dans les années 1930, mais ceux-ci étaient principalement le fait d'une poignée d'individus, rapidement exclus du Parti. André Morel, par exemple, avait déjà joué un rôle assez important lors de la contre-propagande durant la guerre du Rif. Morel s'était profondément intéressé aux mouvements paysans et mettait l'accent sur la nécessité de publier des écrits communistes en arabe. Selon Morel, il était nécessaire que les communistes français s'allient aux mouvements nationalistes des colonies afin de lutter conjointement contre le fascisme en Europe et contre le colonialisme. Néanmoins, il s'agissait-là d'une figure assez exceptionnelle au sein du Parti — il a, par ailleurs, été expulsé du Parti en 1936 à cause de son opposition vis-à-vis de la direction du PCF sur cette question.

C'est notamment suite à la déclaration Laval-Staline (15 mai 1935) que la défense nationale est devenue la problématique principale au sein du PCF — ce qui impliquait que la lutte contre le colonialisme français pouvait être interprétée comme un obstacle face à la lutte de la France contre le fascisme. Dans son ouvrage classique, *Front populaire, révolution manquée*, un témoignage historique extrêmement précieux de cette période, Daniel Guérin consacre une courte partie à ce pacte où il développe notamment l'importance de l'alliance franco-soviétique dans le rapport des communistes à la nation française :

« Du jour au lendemain, le parti proclama que 'Staline avait raison'. [...] Un langage nouveau [...] apparut dans les discours des tribuns communistes : le PC devenait le 'Parti de la nation française' et il œuvrait pour 'une France libre, forte et heureuse'. 'Face à la menace hitlérienne', il fallait désormais considérer comme 'impossible' une politique qui 'risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France'. Tout fut subordonné au souci de renforcer la puissance militaire du pays. Dans toutes ses permanences, ses manifestations, ses cortèges, ses fêtes, et jusque dans les usines en grève, le Parti associa désormais au drapeau rouge le drapeau tricolore, La Marseillaise à l'Internationale. Maurice Thorez alla jusqu'à 'tendre la main' aux catholiques et même aux anciens combattants Croix-de-Feu, comme lui 'fils du peuple' »<sup>32</sup>.

La période du Front populaire a donc été une période charnière dans le devenir national du communisme français. C'est d'ailleurs à cette époque que les communistes français ont commencé à participer à des cérémonies nationales — comme le défilé du 14 juillet par exemple — avec des drapeaux

<sup>32</sup> Daniel Guérin, *Front Populaire, révolution manquée*, Actes Sud, Paris, 1997, pp. 131-132.

tricolores. Ce rapport à la Nation française et à la question coloniale est parfaitement illustré dans le rapport du PCF au communisme en Algérie puisqu'après la fondation du Parti Communiste Algérien (PCA) — en réalité une succursale du PCF — *L'Humanité* publia un compte-rendu du congrès fondateur du PCA, arguant que celui-ci était remarquable de par sa composition — ajoutant que 62 délégués arabes étaient présents, pour 67 délégués français. Imaginer une majorité arabe dans un Parti Communiste algérien n'était donc pas réellement concevable.

Ce social-chauvinisme du PCF s'est accompagné de la construction mythifiée d'un « peuple français » de gauche — terme qui a, peu à peu, remplacé celui de « prolétariat » — mais a aussi eu comme conséquence la construction, de fait, d'un tiers-peuple dans la stratégie du PCF. D'ailleurs, il est intéressant de noter que cette période s'est également accompagnée par la formation d'organisations indigènes en France — autonomes du PCF — qui démontre la difficulté pour des indigènes anticolonialistes de s'organiser au sein du PCF<sup>33</sup>.

Dans ses « Vingt-quatre notes sur les usages du mot 'peuple' », Alain Badiou écrit qu'en lui-même, le terme de « peuple » est neutre, que « [t] out est affaire de contexte », ajoutant qu'il n'en est pas de même pour « populaire » :

« L'adjectif 'populaire' est plus connoté, plus actif. Il n'est que de voir ce que voulaient signifier des expressions comme 'comité populaire', 'mouvement populaire', 'tribunal populaire', 'front populaire', 'pouvoir populaire', 'pouvoir populaire', et même, au niveau de l'État, 'démocratie populaire', pour ne rien dire de 'armée populaire de libération', pour constater que l'adjectif vise à politiser le substantif, à lui conférer une aura qui combine la rupture avec l'oppression et la lumière d'une nouvelle vie collective. Certes, qu'un chanteur ou un homme politique soit 'populaire' n'est qu'une indication statistique sans valeur aucune. Mais qu'un mouvement ou une insurrection le soit classe tout de même de tels épisodes dans les régions de l'histoire où il est question de l'émancipation »<sup>34</sup>.

Ici, c'est donc bien cette politisation toute particulière du concept de « peuple » qui nous a intéressé en ce qu'il révèle une évolution non seulement dans la stratégie des communistes français, mais plus largement dans les sujets politiques auxquels entend s'adresser le PCF. Car la question, au final, c'est bien de savoir — pour reprendre les termes de Sadri Khiari<sup>35</sup> — contre qui se constitue le peuple. Cette politisation du terme de peuple dans la période du Front populaire pose la question d'un devenir populiste du PCF. Selon Jacques Rancière, le populisme sert « simplement à dessiner l'image d'un certain

<sup>33</sup> Voir notamment l'excellente étude de Philippe Dewitte : *Les mouvements nègres en France, 1915-1939*, L'Harmattan, Paris, 1985.

<sup>34</sup> Alain Badiou, « Vingt-quatre notes sur les usages du mot 'peuple' », dans Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, George Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, cit., pp. 9-10.

<sup>35</sup> Sadri Khiari, « Le peuple et le tiers-peuple », cit.

peuple », à représenter une certaine figure du peuple. C'est aussi cela qu'a marqué le tournant du Front populaire au sein du PCF : la constitution d'un peuple servant de référent à une politique chauvine de gauche et, par conséquent, l'abandon quasi total des revendications des colonisés, transformés, de fait, en tiers-peuple.